

Comptes Consolidés Médi Telecom au 31/12/13

BILAN ACTIF CONSOLIDE AU 31 DECEMBRE 2013 AVEC COMPARATIF AU 31 DECEMBRE 2012 (En milliers MAD)

ACTIF	31/12/2013	31/12/2012
ACTIF IMMOBILISE	9 131 047	9 774 521
Immobilisations incorporelles	5 030 128	5 268 966
Immobilisations corporelles	3 964 695	4 338 935
Immobilisations financières	28 639	25 357
Impôts différés actifs	107 586	141 263
ACTIF CIRCULANT	1 315 428	1 250 051
Stocks et encours	50 208	90 966
Fournisseurs avances et acomptes	59 329	61 379
Clients et comptes rattachés	779 581	634 522
Personnel	4 085	2 735
Etat débiteur	321 948	319 988
Diverses créances	100 277	140 462
DISPONIBILITES	154 663	91 703
Valeurs mobilières de placement	0	0
Disponibilités	154 663	91 703
TOTAL	10 601 138	11 116 275

BILAN PASSIF CONSOLIDE AU 31 DECEMBRE 2013 AVEC COMPARATIF AU 31 DECEMBRE 2012 (En milliers MAD)

PASSIF	31/12/2013	31/12/2012
CAPITAUX PROPRES DE L'ENSEMBLE CONSOLIDE	2 699 626	3 119 613
CAPITAUX PROPRES PART DU GROUPE	2 699 626	3 119 613
Capital	2 752 295	2 752 295
Réserves consolidées	169 222	268 134
Résultat net (Part du Groupe)	(221 892)	99 183
PROVISIONS ECART D'ACQUISITION	2 452	4 904
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	123 112	91 768
DETTES FINANCIERES	4 113 799	4 643 469
PASSIF CIRCULANT	3 262 149	3 116 396
Fournisseurs	2 191 489	2 118 573
Clients avances et acomptes	87 696	65 706
Personnel et organismes sociaux	108 442	97 529
Etat créancier	438 024	446 531
Diverses dettes	309 172	271 817
Autres provisions	127 326	116 241
Découverts	400 000	140 125
TOTAL	10 601 138	11 116 275

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE AU 31 DECEMBRE 2013 AVEC COMPARATIF AU 31 DECEMBRE 2012 (En milliers MAD)


Comptes	2 013	2 012
Produits d'exploitation	5 152 245	5 619 669
Chiffre d'affaires	5 049 097	5 544 726
Autres produits d'exploitation	103 148	74 943
Charges d'exploitation	4 636 517	4 927 282
Achats consommés	1 431 988	1 511 609
Charges de personnel	548 829	493 936
Autres charges d'exploitation	1 292 881	1 415 411
Impôts et taxes	150 344	160 843
Dotations d'exploitation	1 212 475	1 345 484
Résultat d'exploitation	515 727	692 386
Charges et produits financiers	(238 513)	(253 999)
Résultats courants des entreprises intégrées	277 215	438 388
Charges et produits non courants	(439 295)	(196 317)
Impôts sur les résultats	59 811	142 888
Résultat net des entreprises intégrées	(221 892)	99 183
Résultat net de l'ensemble consolidé	(221 892)	99 183
Résultat net (part groupe)	(221 892)	99 183
Nombre d'actions	27 522 952	27 522 952
Résultat par action	(8,1)	3,6

Périmètre de consolidation au 31 Décembre 2013 et 2012

A la date du 31 Décembre 2013 et 2012, les sociétés incluses dans le périmètre de consolidation se détaillent comme suit :


PERIMETRE DE CONSOLIDATION AU 31 DECEMBRE 2013 ET 2012				
Société	Forme juridique	% d'intérêt	% de contrôle	Méthode de consolidation
MEDI TELECOM				
Lotissement la colline 2, Immeuble les Quatre temps, Sidi Maârouf, Casablanca, Maroc	SA	100% (1)	100% (1)	Intégration globale
Au 31 DECEMBRE 2013	SA	100% (1)	100% (1)	Intégration globale
Au 31 DECEMBRE 2012				
TELYCO MAROC				
Lotissement la colline 2, Immeuble les Quatre temps, Sidi Maârouf, Casablanca, Maroc	SA	100%	100%	Intégration globale
Au 31 DECEMBRE 2013	SA	100%	100%	Intégration globale
Au 31 DECEMBRE 2012				

(1): Société Consolidante



Building a better working world

ERNST & YOUNG et Associés
37, Bd Accelatt Ben Kadour
29 900 Casablanca
Maroc



288, Boulevard Zarkoun
29 900 Casablanca
Maroc

GRUPE MEDITELECOM

ATTESTATION D'EXAMEN LIMITE DE LA SITUATION PROVISoire CONSOLIDEE AU 31 DECEMBRE 2013

Nous avons procédé à un examen limité de la situation provisoire des comptes consolidés de la société Meditelecom et de ses filiales (Groupe Meditelecom) comprenant le bilan consolidé, le compte de résultat consolidé et le périmètre de consolidation couvrant la période allant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2013. Cette situation provisoire fait ressortir un montant de capitaux propres consolidés totalisant MMAD 2.700 compte tenu d'une perte nette consolidée de MMAD 222.

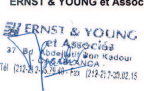
Nous avons effectué notre examen limité selon les normes de la profession au Maroc. Ces normes requièrent que l'examen limité soit planifié et réalisé en vue d'obtenir une assurance modérée que la situation provisoire du bilan consolidé, du compte de résultat consolidé et du périmètre de consolidation ne comporte pas d'anomalie significative. Un examen limité comporte essentiellement des entretiens avec le personnel de la société et des vérifications analytiques appliquées aux données financières ; il fournit donc un niveau d'assurance moins élevé qu'un audit. Nous n'avons pas effectué un audit et, en conséquence, nous n'exprimons donc pas d'opinion d'audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé de faits qui nous laissent penser que les états consolidés, ci-joints, ne donnent pas une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine du groupe clos au 31 décembre 2013, conformément aux normes comptables nationales en vigueur.


Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le fait que, comme mentionné dans la note A ci-jointe, la société Meditelecom a fait l'objet courant l'exercice 2011 d'un contrôle fiscal portant sur la taxe sur la valeur ajoutée pour les exercices 2003 à 2009, l'impôt sur les sociétés des exercices 2003, 2007, 2008 et 2009 ainsi que l'impôt sur le revenu pour les exercices 2007 à 2009. Dans ses réponses aux notifications reçues, la société a rejeté la quasi totalité des chefs de redressements qui lui ont été notifiés. La société a par ailleurs demandé un pourvoi devant la commission locale de taxation. A ce jour, les décisions de la commission n'ont pas été notifiées à la société.

Casablanca, le 19 mars 2014

Les Commissaires aux Comptes



Bachir TAZI
Associé Gérant



Ahmed BENABELKHALEK
Associé

Note A : Contrôle fiscal

La société a fait l'objet d'un contrôle fiscal portant sur la taxe sur la valeur ajoutée sur la période 2003 à 2009, l'impôt sur les sociétés relatif aux exercices 2003, 2007, 2008 et 2009 ainsi que l'impôt sur le revenu de 2007 à 2009.

Dans ses réponses aux notifications reçues, la société a rejeté la quasi-totalité des chefs de redressements qui lui ont été notifiés. La société a par ailleurs demandé un pourvoi devant la commission locale de taxation.

La société, avec l'assistance de son conseiller fiscal, a estimé le risque afférent au contrôle fiscal pour les impôts susmentionnés.

En 2013, une provision a été constatée dans les comptes à hauteur du montant estimé par la société.